

## **Aide à la formation de créateurs d'entreprises - Subvention à Rive Boutique de Gestion - Société André JOYEROT**

**M. LE MAIRE, Rapporteur :** Conformément à l'article 5 de la loi du 2 mars 1982, la commune, lorsque son intervention a pour objet de favoriser le développement économique, peut accorder des aides indirectes dont notamment des aides techniques. Parmi ces dernières, dont les modalités sont laissées à la libre appréciation des collectivités locales, figurent des aides à la formation, des aides à l'exportation, des audits...

Aussi, la collectivité, afin de compléter les diverses actions déjà engagées en faveur du redéploiement économique et du développement de l'emploi, accorde des aides à la formation et particulièrement des aides à la formation de créateurs d'entreprises en matière de plan d'affaires.

A ce titre, la Ville de Besançon a confié à l'Association Rive Boutique de Gestion une mission d'intérêt public pour la gestion et l'animation de la Pépinière d'Entreprises sise 3 rue Violet à Besançon.

La Ville de Besançon alloue une somme de 45 000 F pour l'accueil et le suivi de chaque créateur d'entreprise. Cette somme est considérée comme une aide au plan d'affaires. La Ville pourra être amenée à réviser à la baisse l'aide financière accordée, dans le cas où d'autres collectivités territoriales participeraient au plan d'affaires.

Une nouvelle société pourrait bénéficier de cette mesure : Société André JOYEROT.

Constituée sous forme d'entreprise individuelle, cette société a pour activité la vente de produits en direction des grandes surfaces au service des deux sociétés de production (Europrodif et SEE).

Le versement de l'aide à la création d'entreprises serait effectué au profit de l'association Rive Boutique de Gestion sur confirmation que l'entreprise a bien suivi la formation.

Au cas où une entreprise ne respecterait pas l'engagement de s'implanter sur le territoire de la commune de Besançon ou sur les communes ayant passé un accord de reversement de taxe professionnelle avec Besançon (Chemaudin et Chalezeule actuellement), ladite entreprise est tenue de reverser à la Ville de Besançon le montant de l'aide reçue.

Sur avis favorable de la Commission des Affaires Economiques, le Conseil Municipal est invité à se prononcer, et en cas d'accord, allouer au total une somme de 45 000 F qui sera à prélever sur les crédits inscrits au BP 96, chapitre 92.90 article 65748 code service 30200.

Après en avoir délibéré et sur avis favorable de la Commission du Budget, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte la proposition qui lui est soumise.

*Visa préfectoral du 14 novembre 1996.*